



JOURNÉE DE L'AVOCAT EN DANGER 2020

PAKISTAN:

Une lutte pour protéger les avocats pakistanais, en particulier contre le fondamentalisme islamique et le terrorisme

Contexte

Ces dernières années, les avocats pakistanais ont fait l'objet d'actes de terrorisme, de meurtre, de tentatives de meurtres, d'agressions, de menaces de mort, de harcèlement judiciaire, de procédure d'outrage et d'intimidation dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Ils ont également été arrêtés, détenus ou torturés et leur famille est parfois également prise pour cible. Certains avocats ont été menacés de radiation ou ont vu leur maison perquisitionnée par la police. Des avocats chrétiens ou d'autres minorités ont été agressés ou menacés de mort. L'attaque la plus célèbre à l'encontre des avocats pakistanais a eu lieu le 8 août 2016 lorsque des terroristes ont fait exploser l'hôpital gouvernemental de Quetta lors d'un attentat-suicide qui a entraîné la mort de 56 avocats. Depuis, le nombre d'avocats assassinés a augmenté de façon alarmante, neuf d'entre eux ayant été assassinés au cours de la dernière année.

Plus récemment, l'avocat Saif ul-Malook a reçu de graves menaces de mort pour avoir représenté Asia Bibi, condamnée à mort pour blasphème, ce qui l'a conduit à fuir temporairement aux Pays-Bas.

Les auteurs de ces attentats sont des terroristes, des fanatiques religieux, la police ou des sources non identifiées. Selon certaines informations, des milices pro-gouvernementales (qui existent encore aujourd'hui) seraient à l'origine de certains meurtres et dans certains cas, les avocats ont été assassinés parce qu'ils sont chiites.

En réponse à ces attaques répétées, les avocats pakistanais font fréquemment la grève, manifestent, protestent et boycottent.

La vie d'un avocat est en danger à partir du moment où il se saisit d'une affaire, et qu'elle que ce soit la partie qu'il représente.

Avec la Constitution de 1956, le nom officiel du Pakistan est devenu la République islamique du Pakistan. Près de 96% des 197 millions d'habitants du Pakistan (recensement 2017) sont musulmans et l'Islam est la religion d'Etat dont l'écrasante majorité est sunnite. Le Pakistan compte également une minorité importante de musulmans chiites ainsi qu'un certain nombre d'autres religions minoritaires comme le christianisme, dont les adeptes sont victimes de discrimination, de violence et de meurtre, en particulier en raison d'une utilisation abusive des lois sur le blasphème.

Parmi les pays à majorité musulmane, le Pakistan a les lois anti-blasphèmes les plus strictes. Le Code pénal pakistanais punit le blasphème (Urdu : رسالت توہین قانون) contre toute religion reconnue et prévoit des peines allant de l'amende à la peine de mort. De 1967 à 2014, plus de 1300 personnes ont été accusées de blasphème, dont la plupart était des musulmans. Entre 1987 et 2017 au moins 1500 personnes ont été accusées de blasphème et au moins 75 personnes ont été tuées au Pakistan selon le Center for Social Justice.

De nombreuses personnes accusées de blasphème ont été tuées avant même la fin de leur procès et les personnalités éminentes qui s'opposaient à la loi sur le blasphème ont été assassinées. En fait, depuis 1990, 62 personnes ont été assassinées à la suite d'allégations de blasphème. Selon une source provenant d'une religion minoritaire, une accusation de blasphème expose souvent l'accusé, la police, les avocats et les juges au harcèlement, aux menaces, aux attaques et aux émeutes.

La violence et la menace de la violence sont omniprésentes au Pakistan et, selon le ministère de l'Intérieur, le terrorisme constitue une menace importante pour le peuple pakistanais. La vague actuelle de terrorisme aurait commencé en 2000 et aurait culminé en 2009. Selon un rapport publié en 2018 par le *Watson Institute for International and Public Affairs* de l'Université Brown, 23 372 civils pakistanais et 8 832 agents de sécurité pakistanais ont été tués dans la guerre contre le terrorisme. On dit du Pakistan qu'il est connu pour être un lieu sûr pour un certain nombre de groupes terroristes, y compris Al-Qaïda. L'Etat pakistanais a été accusé d'aider les talibans et d'accueillir des camps terroristes, le rendant responsable d'un terrorisme d'Etat.

Le droit pakistanais est fondé sur le système juridique de l'Inde britannique, et donc, en dernier ressort, sur la Common Law de l'Angleterre et du Pays de Galles.

Il existe six barreaux au Pakistan qui ont vu le jour à la suite de la promulgation de la loi de 1973 sur les avocats et les conseils des barreaux (Legal Practitioners and Bar Councils Act 1973). Ces conseils réglementent les professionnels du droit à l'échelle provinciale, territoriale et nationale. On trouve

parmi ces six barreaux les barreaux du Punjab, du Sindh, du Baloutchistan, d'Islamabad, du Jammu & Cachemire, du Khyber Pakhtunkhwa, ainsi que le Pakistan Bar Council, le Conseil national des barreaux.

Les cas mentionnés dans ce rapport ont été documentés par des avocats pakistanais, par l'International Association of People's Lawyers (IAPL), Lawyers'Rights Watch Canada (LRWC), Zykyria Muiloo et par l'Institut des droits de l'Homme des Avocats Européens (IDHAE).

L'attaque terroriste de Quetta du 8 août 2016



Dans la matinée du 8 août 2016, Bilal Anwar Kasi, un éminent avocat et président du barreau du Baloutchistan, a été abattu par un tireur inconnu alors qu'il quittait son domicile pour aller à son bureau. Son cadavre a ensuite été transporté à l'hôpital gouvernemental pour autopsie où un grand nombre d'avocats s'est alors rassemblé devant le bâtiment. Ce même jour, un attentat suicide à la bombe a eu lieu à l'intérieur de l'hôpital, suivi d'une fusillade faisant de nombreux morts et blessés (94 personnes tuées et plus de 120 blessés). Sur les 280 avocats en activité à Quetta à l'époque, 56 ont été tués et 92 blessés, de sorte qu'une grande partie du barreau du Baloutchistan a tout simplement été éliminée ce jour-là.

Les talibans pakistanais et le groupe terroriste Etat Islamique (IE) ont tous deux revendiqué l'attaque. Elle a d'abord été revendiquée par l'EI, puis par Jamaat-ul-Ahar ainsi qu'un groupe dissident du groupe militant pakistanais Tehrik-i-Taliban qui a également revendiqué les attaques sur Kasi et l'hôpital. Le groupe a menacé d'autres attaques « jusqu'à l'imposition d'un système islamique au Pakistan ».

Une commission formée sur ordre de la Haute Cour et dirigée par le juge Qazi Faez Isa a été chargée d'enquêter sur les circonstances de l'attentat et a publié un rapport le 13 décembre 2016, qui mettait en cause le gouvernement, y compris le ministère de l'Intérieur, pour son incapacité à prendre des mesures contre les organisations militantes. Cependant, malgré les promesses faites par le gouvernement local aux familles des avocats assassinés, les recommandations n'ont pas été mises en œuvre. Finalement, très peu de progrès ont été réalisés dans l'enquête et très peu d'efforts ont été faits pour mettre en œuvre les recommandations les plus importantes. Par ailleurs, les kamikazes talibans ont également attaqué des palais de justice, faisant de nombreux morts et blessés depuis

août 2016. Compte tenu de ce que les talibans et d'autres groupes terroristes sont encore très présents dans de nombreuses régions du Pakistan, les avocats pakistanais sont soumis à des menaces constantes, y compris d'assassinat.

Les assassinats et violences à l'encontre des avocats qui ont été documentés par différentes organisations :

Plus de 21 avocats tués depuis février 2018 !

L'International Association of People's Lawyers (IAPL) Monitoring Committee on Attacks on Lawyers a enregistré les assassinats des avocats suivants :

Zainullah Khan (30 mars 2018), Sanam Sikandar Umrani (aka Waqar Umrani, 31 mai 2018), Zamin Khan (6 juin 2018), Haroon Bilour (13 août 2018), Yasir Zikyria (15 août 2018), Syed Azan Kundi (24 décembre 2018), Naizmeen Shah (8 janvier 2019), Naila Amjad (11 janvier 2019), Asif Hussain (1 mars 2019), Chaudhary Ghazanfar Ali Warraich (31 mai 2019) et Malik Dilawar Hussain (17 juillet 2019).



Il convient de noter qu'il ne s'agit là que des meurtres que le Monitoring Committee a documentés et d'autres sont intervenus. Bien que certains médias pakistanais de langue anglaise rendent compte d'attaques à l'encontre des avocats, d'autres médias publient en ourdou ou dans d'autres langues, ce qui ne permet pas toujours de documenter ces cas.

Lawyers'Rights Watch Canada (LRWC) a documenté neuf autres assassinats d'avocats pakistanais intervenus de 2014 à février 2018 :

Pervez Akhtar (7 février 2018), Muhammad Idress (5 février 2018), Rauf Ahmad Thaur Sheikhpura (9 octobre 2017), Alia Shenzadi Sheikhpura (16 mai 2017), Saleem Latif Nakana Sahib (30 mars 2017), Mohammad Jan Gigyani (4 mars 2017), Irfan Chauhan et Rana Khalid Abbas (25 mai 2015) et Rashid Rehman Khan (4 mai 2014).

Des tentatives d'assassinats d'avocats pakistanais ont également été signalées.

Selon LRWC, le 3 décembre 2014, plusieurs tireurs à moto ont attaqué la résidence de Shahbaz Gormani, un avocat qui défendait un professeur d'université contre des accusations de blasphème. Gormani assurait la défense du professeur Junaid Hafeez après que son précédent conseil, l'éminent avocat défenseur des droits de l'Homme Rashid Rehman ait été abattu par des hommes armés le 7 mai 2014. Les hommes armés ont tiré indistinctement sur la résidence de Gormani et l'ont averti des conséquences futures. Les attaques évoquées ci-dessus ne sont pas un phénomène nouveau : avant cette période, entre 2004 et 2014, il a été signalé qu'environ 310 avocats ont été tués au cours de cinq attaques distinctes.

En 2018, l'IDHAE a documenté les cas suivants :

- Le 7 février 2018 : Pervez Akhtar Cheema a été abattu dans sa voiture alors qu'il était en route pour une audience ;
- Le 9 février 2018, Rizvam a été sévèrement attaqué parce qu'il défendait un accusé de blasphème ;
- Le 20 février 2018 : Rana Ishtiaq et Owais Talib ont été tués lors d'une audience au palais de justice de Lahore.

Des avocats pakistanais ont également fait état d'un certain nombre d'attaques meurtrières contre des avocats en 2019 :

- Le 3 mai 2019 : assassinat brutal de Mahr Muhammad Yasin Sahu (conflit familial) ;
- Le 3 juin 2019 : attaque meurtrière contre Muhammad Adnan Othi, Chaudhary Shahid Meo, Muhammad Tahir Aslam. Trois avocats ont été grièvement blessés et les coupables relativement proches du DPD Narrowal n'ont pas été arrêtés par la police.
- Le 13 juillet 2019 : attaque meurtrière contre Mahr Ghulam Noul ;
- Le 20 juin 2019 : attaque meurtrière contre Syed Noor, Ahmad Shah et neuf autres personnes à TBA Arifwala ;
- Le 16 juillet 2019 : attaque meurtrière contre Basharat Hundal, avocat de Rahim Yar Khan.

Des grèves d'avocats :

Plus récemment, au début du mois de juillet 2019, un avocat a été gravement agressé par un juge au cours d'un procès, provoquant une grève locale (« Journée noire ») des avocats pendant une semaine.

Au niveau national, des grèves répétées de la part des avocats se sont tenues, notamment par solidarité avec deux juges qui ont été attaqués par le président pakistanais Arif Alvi. Les dernières grèves nationales organisées par le Conseil des barreaux pakistanais ont eu lieu les 13 et 27 juillet ainsi que le 8 août, lorsque de nombreux avocats pakistanais ont commémoré le massacre de Quetta. Elles ont été suivies d'une autre grève le 26 août.



Saif-ul-Malook, avocat emblématique du Pakistan

Les avocats pratiquant à titre individuel, tel que l'avocat de renom Saif ul-Malook, courent un risque élevé d'agression physique et létale. Saif ul-Malook a fait l'objet de menaces de mort après avoir obtenu l'acquittement en appel de sa cliente, Asia Bibi, qui était dans le couloir de la mort depuis 2010 après sa condamnation pour blasphème.

Par la suite, Malook a reçu des menaces de mort et a été contraint de demander la protection des gouvernements européens. Le juge en chef, Mian Saqib Nizar, le juge Asif Saeed Khosa et le juge Mazhar Alam Khan qui ont renversé la condamnation pour blasphème d'Asia Bibi ont également été menacé de mort.

Malook s'est enfui aux Pays Bas en novembre dernier après que de violentes protestations ont éclatées à propos de la décision de la Cour suprême du Pakistan d'annuler la condamnation à mort de Bibi en 2010. Il est retourné à Islamabad le 26 janvier 2019 pour défendre Bibi qui faisait face à un ultime appel de la décision de la Cour suprême. L'appel final a été rejeté à la fin du mois de janvier 2019. Bibi, placée en détention préventive, devait quitter le Pakistan pour demander l'asile au Canada (où ses enfants avaient déjà obtenu le statut de réfugié) ou dans un pays européen. Toutefois, la situation était si instable et violente dans le pays qu'il ne lui était pas possible de partir pendant plusieurs mois. On rapporte que Malook n'ose pas quitter son appartement et qu'il se trouve en grand danger de mort ou d'agression physique. Pendant son séjour aux Pays Bas, l'ONG chrétienne Stichting HVC l'a hébergé et a contribué à ce qu'il puisse rester temporairement et en toute sécurité dans le pays.

Une affaire moins connue concerne Shagufta Kauser et son mari handicapé Shafqat Masih, accusés d'avoir envoyé des SMS blasphématoires à un religieux musulman bien qu'ils soient tous deux analphabètes. Les messages textuels ont été rédigés en anglais, une langue qu'ils ne parlent pas et dont ils ne connaissent pas les signes alphabétiques. Comme tant de chrétiens au Pakistan, la famille vient d'un milieu pauvre, ce qui en fait une cible facile. Ils sont emprisonnés depuis cinq ans et risquent la peine de mort. Ils sont également représentés par l'avocat Saif ul-Malook.

En plus de condamner les actes de tortures infligés à Masih par la police, Malook s'est dit préoccupé par le fait que le juge qui a prononcé la condamnation à mort, a été intimidé par des avocats et des chefs religieux. En raison de sa représentation des personnes accusées de blasphème, Malook continue de recevoir des menaces de mort graves, constantes et crédibles.

Demandes et recommandations

Compte tenu du nombre extrêmement élevé d'avocats tués, en particulier depuis 2004, et du risque grave de nouvelles attaques terroristes et d'agressions physiques contre des avocats, nous sommes convaincus que la protection des avocats pakistanais contre les atteintes physiques est urgente et en fait une priorité absolue, d'autant que les autorités pakistanaises ne sont pas en mesure ou disposées à assurer une protection efficace de la profession juridique.

1. Avec nos collègues du Pakistan, nous exigeons la mise en œuvre immédiate et complète du rapport du juge Qazi Faes Isa sur le massacre des avocats du 8 août 2016 à Quetta. LRWC a demandé au gouvernement pakistanais d'enquêter sur les meurtres de Bilal Anwar Kasi et de chacun des quelques 78 autres tués dans l'attentat, dont la majorité étaient des avocats, et d'y remédier. LRWC a demandé au gouvernement pakistanais d'accorder la priorité à l'identification et à la sanction des auteurs de ces actes par le biais d'enquêtes effectives, de poursuites compétentes et de procès équitables. En consultation avec les juristes et les experts en matière de sécurité, le gouvernement pakistanais doit mettre en place des mesures pour prévenir de telles attaques et veiller à ce que les avocats soient libres d'exercer leurs fonctions professionnelles en toute sécurité et sans crainte de représailles ou d'attaques. Nous appuyons ces demandes.

2. Le cas de Saif ul-Malook démontre que la protection temporaire accordée aux avocats en danger à l'extérieur du Pakistan peut constituer un mécanisme de protection efficace pour les protéger contre les atteintes graves à l'intégrité physique et à la vie. Nous appelons les ONG comme ProtectDefenders.eu, les barreaux, les conseils de barreaux, les organisations de défense des droits de l'Homme, les organes des Nations Unies et les gouvernements étrangers à fournir une protection temporaire et permanente aux avocats pakistanais en danger.
3. LRWC a également demandé que des mesures de réparation soient prises dans les affaires de meurtres d'avocats pakistanais. Parmi ces mesures demandées, il a notamment été demandé au Pakistan de s'acquitter de ses obligations en vertu du droit international, en matière d'enquêtes et de poursuites à l'encontre des auteurs, d'assurer une protection efficace, de mettre en place les mesures nécessaires pour promouvoir la tolérance religieuse et de prévenir et punir le phénomène d'auto-justice contre les personnes et leurs avocats accusés de blasphème ou autrement soupçonnés ou suivant une autre religion et de tenir les auteurs de ces actes responsables. Nous appuyons les appels de LRWC et exigeons que les autorités pakistanaises les mettent en œuvre immédiatement.
4. Nous exigeons que le gouvernement du Pakistan demande au Parlement pakistanais d'abroger immédiatement les dispositions du Code pénal pakistanais qui traitent du blasphème, d'ouvrir ensuite la voie à l'abandon de toutes les accusations en instance contre ceux qui sont accusés de telles infractions et de libérer toute personne accusée de ces infractions.
5. En ce qui concerne les mesures concrètes de protection des avocats, le LRWC a formulé les recommandations suivantes :
 - Veiller à ce que toutes les allégations de disparition forcée et d'exécutions extrajudiciaires fassent l'objet d'enquêtes et que les responsables soient traduits en justice ;
 - Mener une enquête indépendante sur tous les cas présumés de disparitions forcées d'avocats et de défenseurs des droits humains et demander des comptes aux responsables ;
 - Enquêter sur toutes les informations faisant état d'agressions contre des avocats, des journalistes et des défenseurs des droits de l'Homme et traduire leurs auteurs en justice ;
 - Poursuivre les efforts de coopération avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme pour faire en sorte que toutes les allégations d'utilisation abusive du droit pénal fassent l'objet d'enquêtes efficaces, impartiales et rapides.Nous soutenons fermement ces mesures et exigeons leur mise en œuvre immédiate. Nous appuyons également les recommandations du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur sa mission au Pakistan et exigeons sa mise en œuvre immédiate.
6. Nous exhortons les avocats, les barreaux et les ONG à envoyer des messages de soutien et de solidarité à nos collègues pakistanais dès que possible. Des messages peuvent être envoyés au Conseil des barreaux du Pakistan, à l'adresse info@pakistanbarcouncil.org. Le site web du

Conseil est <http://pakistanbarcouncil.org> où sont régulièrement publiés des communiqués de presse sur ses activités, notamment concernant la défense des avocats en danger. Elle apprécierait certainement votre soutien et votre solidarité. Veuillez nous faire parvenir toute déclaration que vous publiez ou envoyez au Conseil.

7. Nous appelons l'Union européenne et ses Etats membres à mettre à profit leurs relations avec le Pakistan pour renforcer la protection des avocats et des défenseurs des droits de l'Homme conformément aux obligations internationales du Pakistan.

Nous sommes encouragés par certains efforts déployés récemment par la communauté internationale pour prendre plus au sérieux la protection des avocats en danger. En particulier, au début du mois de juillet 2019, la réunion des barreaux du G7 qui s'est tenue en France avec des représentants des barreaux de France, du Canada, d'Allemagne, des Etats-Unis, du Japon, d'Angleterre et du Pays de Galles ainsi que d'Italie, représentant 1,8 millions d'avocats. Ont été adoptées 20 propositions aux gouvernements du G7 réunis à Biarritz en France en août 2019, dont une : « S'engager à soutenir les actions marquant la Journée de l'avocat en danger et à encourager les autres pays faire de même ».

Les courageux avocats pakistanais ont beaucoup souffert pendant de nombreuses années, y compris de nombreux meurtres et d'autres cas de préjudice grave. Bien que certains segments de la communauté internationale aient documenté et dénoncé ces attaques à certaines occasions, nous sommes d'avis qu'il reste encore beaucoup à faire pour attirer d'urgence l'attention internationale sur cette situation tragique. Ils méritent notre soutien total et notre solidarité.

NE TOUCHEZ PAS AUX AVOCATS PAKISTANAIS !

Pour plus d'informations, veuillez consulter le blog multilingue sur les agressions contre les avocats du Monitorg Committee de l'IAPL, qui suit de très près le Pakistan :

<https://defendlawyers.wordpress.com/tag/pakistan/>

Hans Gaasbeek, International coordinator
Day of the Endangered Lawyer Foundation
Nieuwe Gracht 5a
NL 2011 NB Haarlem, Nederland
Telephone: (023) 531 86 57
Email: hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl
Web: <http://dayoftheendangeredlawyer.eu/>

Stuart Russell, Co-coordinator
Monitoring Committee on Attacks on Lawyers,
International Association of People's Lawyers (IAPL)
Bordeaux, France
Email: jsrussell301254@gmail.com
Blog: <https://defendlawyers.wordpress.com/>

Aurore Lebeau, Présidente,
Syndicat des avocats pour la démocratie (SED)/ Avocats européens démocrates (AED)
Rue Albert 1er,
236 6240 Farciennes, Belgique
tél : 071/24.31.00
fax : 071/39.20.26
e-mail: a.lebeau@avocat.be
Web: <http://www.aeud.org/>

Thomas Schmidt (avocat), Secrétaire Général
Association Européenne des Avocats pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (ELDH)
Platanenstrasse 13, 40233 – Düsseldorf, Deutschland
PHONE 0049 - 211 - 444 001, MOBILEPHONE 0049 – 172 – 6810888
Email thomas.schmidt@eldh.eu
Web www.eldh.eu

Anne Souléliac et Chloé Rodet
Observatoire international des avocats en danger
2 rue de Harlay, 75001, Paris
France
Tel : + 33 1 44 32 49 43
Mob : + 33 6 81 04 94 01
Email : avocatsendanger@avocatparis.org
<https://www.protect-lawyers.com/>